



DOCUMENT PROVISOIRE

Plan de Prévention des Risques Technologiques des établissements SME et ROXEL à Saint Médard en Jalles en Gironde

Projet de Règlement

octobre 2010

Table des matières

Titre I : Portée du PPRT, dispositions générales.....	3
Article I.1 - Champ d'application.....	3
Article I.2 - Objectifs du PPRT.....	3
Article I.3 - Effets du PPRT	3
Article I.4 - Portée du règlement.....	4
Article I.5 - Principes généraux.....	4
Article I.5 - Définitions.....	4
Titre II : Réglementation des projets de constructions nouvelles, de réalisation d'ouvrages , d'aménagements et d'extensions de constructions existantes.....	7
Chapitre II.1 - Dispositions applicables en zone rouge : R.....	7
Article II.1.1 - Définition de la zone R.....	7
Article II.1.2 – Dispositions d'urbanisme régissant les projets futurs.....	7
Article II.1.3 : Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants	7
Chapitre II.2 - Dispositions applicables en zones bleu : B.....	7
Article II.2.1 - Définition de la zone B.....	7
Article II.2.2 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets futurs.....	7
Article II.2.3 : Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants	8
Chapitre II.3 - Dispositions applicables en zone bleu : bc.....	8
Article II.3.1 - Définition des zones bc.....	8
Article II.3.2 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets futurs.....	8
Article II.3.3 : Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants	9
Chapitre II.4 - Dispositions applicables en zone « P ».....	9
Article II.4.1 - Définition des zones « P ».....	9
Article II.4.2 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets futurs.....	10
Article II.4.3 : Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants	10
Chapitre II.5 - Dispositions applicables en zone Grise.....	11
Article II.5.1 - Définition de la zone	11
Article II.5.2 - Réglementation de la zone.....	11
TITRE III - Mesures de protection, de prévention et de sauvegarde.....	12
Chapitre III.1 : Mesures sur les projets futurs.....	12
Chapitre III.2 : Mesures sur les biens et activités existants.....	12
Chapitre III.3 : Prescriptions sur les usages.....	12
Article III.3.1 Routes.....	12
Article III.3.2 Transport de Matières Dangereuses.....	13
Article III.3.3 Transports collectifs.....	13
Article III.3.4 Modes doux (piétons, vélos.....)	13
Article III.3.5 Manifestations sportives et culturelles de plein air.....	13
TITRE IV : Mesures foncières.....	14
Chapitre IV.1 – Droit de préemption.....	14
Chapitre IV.2 – Devenir des immeubles préemptés.....	14
Chapitre IV.3 – Échéancier de mise en œuvre des mesures foncières.....	15

Titre I : Portée du PPRT, dispositions générales

Article I.1 - Champ d'application

Le présent règlement du plan de prévention des risques technologiques s'applique à la commune de Saint Médard en Jalles soumise aux risques technologiques présentés par les établissements SME et ROXEL implantés à Saint Médard.

En application de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, de son décret d'application n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux Plans de Prévention des Risques Technologiques et du Code de l'Environnement, notamment ses articles L515-8 et L515-15 à L515-26, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations.

Article I.2 - Objectifs du PPRT

Le PPRT est un outil réglementaire qui participe à la prévention des risques industriels dont les objectifs sont en priorité :

- de contribuer à la réduction des risques à la source par, en particulier, la mise en œuvre de mesures complémentaires (à la charge de l'exploitant) ou supplémentaires telles que définies par l'article L. 515-19 du code de l'environnement ;
- d'agir sur l'urbanisation existante et nouvelle afin de limiter et, si possible, de protéger les personnes des risques résiduels. Cet outil permet d'une part d'agir par des mesures foncières sur la maîtrise de l'urbanisation existante à proximité des établissements industriels à l'origine des risques et d'autre part par l'interdiction ou la limitation de l'urbanisation nouvelle. Des mesures de protection de la population en agissant en particulier sur les biens existants peuvent être prescrites ou recommandées.

Le plan délimite un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et les mesures de prévention mises en œuvre (extrait de l'article L. 515-15 al. 2 du code de l'environnement).

En application de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, le territoire de la commune de Saint Médard en Jalles inscrit dans le périmètre d'exposition aux risques, comprend cinq zones de risques :

- une zone rouge foncé (R) d'un niveau de risque thermique très fort à fort et d'un niveau de risque de surpression faible pour la vie humaine ;
- une zone bleu foncé (B) d'un niveau de risque de surpression moyen plus à moyen pour la vie humaine;
- une zone bleu clair (bc) d'un niveau de risque thermique moyen à nul et d'un niveau de risque de surpression faible pour la vie humaine;
- une zone « P » d'un niveau de risque surpression moyen plus à nul associé à des effets de projections.
- une zone grise (G) correspondant à l'enceinte du site de l'établissement SME et ROXEL.

La création de ces zones est justifiée dans la note de présentation qui accompagne le présent règlement.

Article I.3 - Effets du PPRT

Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique (article L. 515-23 du Code de l'Environnement).

Le PPRT peut être révisé dans les formes prévues par l'article 9 du décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques technologiques.

Le PPRT approuvé est annexé, par un arrêté municipal de mise à jour, au Plan Local d'Urbanisme, en tant que servitudes d'utilité publique, conformément aux articles L. 126-1 et R. 123-14 du Code de l'Urbanisme.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un PPRT ou de ne pas respecter les

conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues par l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme.

Article I.4 - Portée du règlement

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

L'organisation de rassemblement, de manifestation sportive, culturelle (type « rave party », cirque, spectacle de plein air...) commerciale ou autre, sur terrain nu, public ou privé, ne relève que du pouvoir de police générale du maire ou, le cas échéant, selon le type de manifestation, du pouvoir de police du préfet. Les restrictions imposées par le PPRT ne peuvent donc pas concerner une utilisation de l'espace qui se déroulerait sur un terrain nu, dépourvu de tout aménagement ou ouvrage préexistant à la date d'approbation du PPRT .

Article I.5 - Principes généraux

Dans toute la zone exposée au risque technologique, en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux, et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions, installations et activités existantes à la date de publication du présent document devra être saisie.

Article I.5 - Définitions

Dans le périmètre d'exposition aux risques (PER), en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux, et d'assurer ainsi la sécurité des personnes, toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions, infrastructures, équipements et usages existants à la date de publication du présent règlement devra être saisie.

Lorsqu'un enjeu est situé à cheval sur une ou plusieurs zones, c'est le règlement le plus contraignant de ces zones qui s'applique.

Il est indispensable pour un maître d'ouvrage de prendre connaissance de la totalité du règlement d'une zone, avant de concevoir un projet ;

Les définitions qui suivent sont essentielles pour la bonne compréhension du règlement du PPRT. Le règlement aborde les enjeux (biens) classés en :

1) « Constructions » :

- à destination **d'habitation**. On distingue les logements individuels, situés dans des constructions ne comportant qu'un logement (maison), des logements collectifs, situés dans des constructions comportant au moins deux logements (immeuble) . Les gîtes et chambres d'hôtes sont considérés comme des habitations.
- à destination **d'activités** (n'accueillant pas de public). Parmi les activités, certaines sont considérées comme « activités sensibles » (voir définition ci-après)
- à destination **d'ERP**. Parmi les ERP, certains sont considérés comme «ERP sensibles » (voir définitions ci-après).

2) « Infrastructures » :

- Canal
- Voies ferrées
- Routes et chemins

- Voies de transport en mode « doux » (itinéraires piétonniers, pistes cyclables notamment)

3) « Équipements » :

- Transformateurs électriques
- Lignes électriques
- Châteaux d'eau, citernes...
- Aires de pique nique, aires aménagées diverses, etc.

4) « Projet » :

On entend par « projet » l'ensemble des projets :

- « **Nouveaux** » : projets de **constructions** nouvelles quelle que soit leur destination (habitation, activités ou ERP), **d'infrastructures** nouvelles, ou **d'équipements** nouveaux,
- « **Sur biens existants** » : projets de réalisation d'aménagements ou d'extensions (avec ou sans changement de destination) de constructions existantes, d'infrastructures existantes ou d'équipements existants.

5) « **Existant** » : ensemble des constructions, infrastructures, usages, qui existaient à la date d'approbation du PPRT. Les POS et PLU visés dans le règlement sont ceux en vigueur, dans l'état où ils sont applicables au moment de l'approbation du PPRT (modifications, révisions et mises à jour comprises).

6) « **Équipements d'intérêt général** » : ce sont les équipements, sans présence humaine, dont la présence ou la construction sont déclarées d'utilité publique, ou nécessaires au fonctionnement des services publics ou des services gestionnaires d'infrastructures publiques. Une ligne électrique, une écluse, ou un relais téléphonique sont par exemple des équipements d'intérêt général.

7) « **SHON** » : Surface Hors Œuvre Nette, au sens de l'article R-112-2 du code de l'urbanisme.

8) (*rédaction non définitive*) « **COS** » ou *Coefficient d'Occupation du Sol* : selon les termes de l'article R-123-10 du code de l'urbanisme, et dans le cas particulier du PPRT, le COS est défini par le rapport exprimant le nombre de mètres carrés de SHON susceptibles d'être construits par mètre carré de sol. La SHON des bâtiments existants conservés sur le ou les terrains faisant l'objet de la demande est déduit des possibilités de construction. *Exemple : pour un COS de 0,2, la SHON possible sur une parcelle de 1000 m² est de 200 m².*

9) « **Nouveau logement** » : sous-ensemble d'une construction, qui dispose d'un niveau d'équipements suffisant pour permettre à son / ses occupant(s) d'y vivre en autonomie (ex : studio d'étudiant dans une maison d'habitation, appartement dans une annexe...).

10) « **ICPE** » : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, au sens de l'article L-511-1 du code de l'environnement.

11) « **ERP** » : Établissement Recevant du Public, au sens de l'article R-123-2 du code de la construction et de l'habitation. La « capacité d'accueil » au titre du PPRT, est considérée égale à celle définie par l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de **sécurité contre les risques d'incendie et de panique**.

12) « **ERP sensible ou activité sensible** » : ERP, ou activité, faisant partie de la liste ci-dessous, et identifié(e) comme étant particulièrement sensible au risque technologique :

- Établissements accueillant spécifiquement des **personnes à mobilité réduite** (maisons de retraite, Établissement d'hébergement pour Personnes Agées Dépendantes ou EHPAD), foyers-logements, établissements scolaires, de soin, post-cure, maisons de l'enfance, crèches, haltes garderies, maisons de l'enfance...)
- Établissements **utiles en cas de crise** : casernes de pompiers et de gendarmerie, police, mairie, et plus généralement tout équipement qui sera impliqué dans la gestion d'une crise en lien avec un sinistre survenu sur l'établissement.
- Établissements commerciaux, d'activité, ERP de superficie supérieures à **150 m²** de surface de vente ou de

SHON, ou dont l'effectif est supérieur à 5 personnes.

- Établissements difficilement évacuables dans un temps restreint vers des lieux de confinement identifiés, en fonction de l'effectif, des grandes dimensions, de la configuration de l'établissement et de son environnement, etc. : gymnase, cinéma, salle polyvalente, salle de spectacle, piscine...

13) « Augmentation de la vulnérabilité » :

- Dans le cas d'une construction à **destination d'habitation** : la vulnérabilité est augmentée lorsqu'une pièce non précédemment dévolue à une destination d'habitation (telle que garage, combles, commerce de proximité, etc.) se retrouve habitée, ou lorsque les travaux affectent l'enveloppe extérieure (percement d'une nouvelle fenêtre, baie vitrée, mise en place d'une fenêtre de toit, etc.), ou plus généralement si les travaux sont de nature à dégrader le niveau de confinement (dont la perméabilité à l'air de l'enveloppe de l'habitation).
- Dans le cas d'une construction à **destination d'ERP** : la vulnérabilité est augmentée lorsque la « capacité d'accueil » est augmentée, ou lorsque les travaux affectent l'enveloppe extérieure, ou plus généralement si les travaux sont de nature à dégrader le dispositif de confinement (dont la perméabilité à l'air de l'enveloppe de l'ERP).
- Dans le cas d'une construction à **destination d'activité** : la vulnérabilité est augmentée si l'effectif de l'activité est augmenté, ou lorsque les travaux affectent l'enveloppe extérieure, ou plus généralement si les travaux sont de nature à dégrader le dispositif de confinement (dont la perméabilité à l'air de l'enveloppe de la construction à destination d'activité).
- Dans le cas d'un **changement de destination** d'une construction : dès lors qu'à nombre de personnes à confiner constant, une construction passe d'une destination de plus faible vulnérabilité, à une destination de plus forte vulnérabilité, la vulnérabilité est augmentée. Les destinations des constructions suivantes sont classées selon le degré **croissant** de vulnérabilité (classement élaboré d'après le guide méthodologique PPRT national) :
 - (a)activité (pas d'accueil de public) non sensible
 - (b)ERP non sensible
 - (c)habitation
 - (d)établissement ou activité sensible
- Dans le cas d'une **infrastructure** : la vulnérabilité est augmentée lorsque la capacité de l'infrastructure est significativement augmentée (passage à deux voies de circulation au lieu d'une, travaux rendant carrossable une voie qui ne l'était pas précédemment, aménagements et signalisation directionnelle visant à en augmenter le trafic dans le PER par exemple).

14) « Dent Creuse » : il s'agit, dans le cas du PPRT, des parcelles ou ensembles de parcelles présentant l'une au moins des caractéristiques suivantes:

- Surface très limitée non construite au moment de l'approbation du PPRT, située au sein d'un espace déjà urbanisé de taille bien supérieure.
- Terrains non bâtis, compris dans le tissu urbain, et faisant l'objet d'un enjeu d'aménagement urbain précis, défini par la collectivité, et cohérent avec les politiques de l'État dans le domaine de l'aménagement.

15) « PER » ou *périmètre d'exposition aux risques* : secteur concerné par les aléas du PPRT, délimité par un trait rouge épais sur les cartes de zonage.

Titre II : Réglementation des projets de constructions nouvelles, de réalisation d'ouvrages , d'aménagements et d'extensions de constructions existantes.

Chapitre II.1 - Dispositions applicables en zone rouge : R

Article II.1.1 - Définition de la zone R

La zone à risque R est concernée par un un niveau de risque thermique très fort à fort associé à un niveau de risque surpression faible pour la vie humaine ;

La population exposée au risque ne devra pas être augmentée.

Dans cette zone, le principe d'interdiction prévaut. Elle n'a donc pas vocation à accueillir de nouvelles habitations ou des activités à effectif important.

Article II.1. 2 – Dispositions d'urbanisme régissant les projets futurs

II.1.2.1 – Interdictions en zone R

Sont interdites toute construction, installation et infrastructure, à l'exception de celles mentionnées aux articles II.1.2.2 du présent chapitre.

II.1.2.2 – Projets nouveaux admis sous réserve du respect de prescriptions

Sont autorisés sous les conditions ci-après et sous réserve des règles de construction définies au titre III-1 :

- à seule destination d'activité : les constructions nouvelles, les infrastructures nouvelles et les équipements nouveaux **en relation directe** avec les installations à l'origine des aléas et sous réserve du respect des réglementations applicables (essentiellement ICPE, qui prévoit notamment l'interdiction de tout projet conduisant à des effets létaux sur des habitations).
- Les nouveaux équipements d'intérêt général, sous réserve d'une nécessité technique impérative, motivée par le maître d'ouvrage de l'opération.
- Les installations ou constructions de nature à réduire les effets du risque technologique.

Article II.1.3 : Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants

Il n'y a actuellement aucun existant dans la zone citée.

Chapitre II.2 - Dispositions applicables en zones bleu : B

Article II.2.1 - Définition de la zone B

La zone à risques B est concernée par un niveau de risque surpression moyen plus à moyen pour la vie humaine.

Dans cette zone, le principe d'autorisation prévaut mais il est limité.

Article II.2.2 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets futurs

II.2.2.1 - Interdictions

Sont interdites toute construction, installation et infrastructure, à l'exception de celles mentionnées aux articles II.2.2.2 du présent chapitre.

II.2.2.2 – Autorisations sous réserve du respect de prescriptions

Sont autorisés sous les conditions ci-après et sous réserve des règles de construction définies au titre III-1 :

- Les constructions nouvelles à seule destination d'activité, les infrastructures nouvelles et les équipements nouveaux **en relation directe** avec les installations à l'origine des aléas et sous réserve du respect des réglementations applicables (notamment réglementation relative aux ICPE);
- Les installations ou constructions, travaux de nature à réduire les effets du risque technologique;
- Les ouvrages ou infrastructures strictement nécessaires au fonctionnement des zones d'activités proches qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux à l'exception des antennes émettrices.
- La mise en place de clôtures ;
- Les affouillements et les exhaussements liés aux constructions et installations autorisées dans la zone ;

Article II.2.3 : Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants

Il n'y a actuellement aucun existant dans la zone citée.

Chapitre II.3 - Dispositions applicables en zone bleu : bc

Article II.3.1 - Définition des zones bc

La zone à risques « bc » est concernée par un niveau de risque thermique moyen à nul associé à un niveau de risque surpression faible pour la vie humaine.

Dans cette zone, le principe d'autorisation prévaut mais il est limité.

Article II.3.2 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets futurs

II.3.2.1 - Interdictions

Les Établissements Recevant du Public nouveaux et les activités sensibles nouvelles sont interdits.

II.3.2.2 – Autorisations sous réserve du respect de prescriptions

Sont autorisés sous les conditions ci-après et sous réserve des règles de construction définies au titre III-1 :

- les constructions nouvelles à seule destination d'activité, les infrastructures nouvelles et les équipements nouveaux **en relation directe** avec les installations à l'origine des aléas et sous réserve du respect des réglementations applicables (notamment réglementation relative aux ICPE);
- les constructions nouvelles à destination d'habitation ou d'activités ;
- les installations ou constructions, travaux de nature à réduire les effets du risque technologique;
- les constructions, installations ou infrastructures strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou collectifs, hors établissement recevant du public, qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages ;
- la mise en place de clôtures ;
- les affouillements et les exhaussements liés aux constructions et installations autorisées dans la zone.

Article II.3.3 : Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants

II.3.3.1 – Dispositions d'urbanisme applicables pour la zone bc1

Il n'existe aucun bien existant actuellement recensé dans la zone bc1.

II.3.3.2 – Interdictions pour les zones bc2, bc3 et bc4

Toute extension, tout aménagement (avec ou sans changement de destination) d'une construction existante, créant un établissement recevant du public ou une activité sensible, ou augmentant la capacité d'accueil d'un établissement ou d'une activité sensible ou occasionnant la transformation d'une activité existante en activité sensible.

II.3.3.3 – Autorisations soumises à recommandations pour les zones bc2, bc3 et bc4

Sont autorisés sous les conditions ci-après et faisant l'objet de recommandations définies en annexe :

- la reconstruction à l'identique en cas de destruction par un sinistre d'origine autre que technologique ;
- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions existantes à la date d'approbation du présent PPRT notamment le traitement des façades, la réfection des toitures ;
- l'extension de constructions existantes à destination d'habitation ou d'activité, non interdite (avec ou sans changement de destination) ; dans le cas d'une construction à destination d'habitation, le Coefficient d'Occupation des Sols sera **inférieur ou égal à 0,3** ;
- les changements de destinations autres que ceux évoqués au II.3.3.2 ;
- les démolitions ;
- les modifications d'infrastructures ou d'équipement d'intérêt général existants sous réserve d'une nécessité technique impérative et d'une non-augmentation de la vulnérabilité ;
- les travaux destinés à réduire le risque technologique.

Chapitre II.4 - Dispositions applicables en zone « P »

Article II.4.1 - Définition des zones « P »

La zone à risques « P » est concernée par un niveau de risque surpression faible à nul associé à des effets de projections.

Dans les sous-zonages P1, P3, P4 et P5 le principe d'interdiction sur les projets futurs prévaut.

Pour les autres sous-zonages que sont P2 et P6, le principe d'autorisation pour quelques aménagements s'applique.

La zone « P » comporte six sous-zonages :

- « P1 » d'un niveau de risque de projections correspondant à la zone de risque pyrotechnique Z3 telle que définie par l'arrêté ministériel du 20 avril 2007, la zone des dangers graves. L'ensemble pouvant induire au maximum des effets létaux pour la vie humaine ;
- « P3 » d'un niveau de risque grave pour l'effet projection et d'un niveau de risque moyen plus pour la surpression, l'ensemble correspondant aux effets létaux pour l'homme ;
- « P4 » et « P5 » d'un niveau de risque grave pour l'effet projection et d'un niveau de risque faible pour la surpression. L'ensemble pouvant induire au maximum des effets létaux pour la vie humaine ;
- « P2 » d'un niveau de risque de projections correspondant à la zone de risque pyrotechnique Z5 telle que définie par l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 pour l'effet de projection.
- « P6 » d'un niveau de risque pyrotechnique Z5 pour l'effet projection et d'un niveau de risque faible pour l'effet surpression, l'ensemble correspondant aux effets indirects par bris de vitre.

Article II.4.2 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets futurs

II.4.2.1 – Interdictions valables dans les zones « P1 », « P3 », « P4 », « P5 », « P2 » et « P6 »

Sont interdites toute construction, installation et infrastructure, à l'exception de celles mentionnées aux articles II.4.2.2 et II.4.2.3 du présent chapitre.

II.4.2.2 – Autorisations sous réserve du respect de prescriptions dans les zones « P1 », « P3 », « P4 » et « P5 »

Sont autorisés sous les conditions ci-après et sous réserve des règles de construction définies au titre III-1 :

- les nouveaux équipements d'intérêt général, sous réserve d'une nécessité technique impérative motivée par le maître d'ouvrage de l'opération ;
- les installations ou constructions de nature à réduire les effets du risque technologique.

II.4.2.3 – Autorisations sous réserve du respect de prescriptions dans les zones « P2 » et « P6 »

Sont autorisés sous les conditions ci-après et sous réserve des règles de construction définies au titre III-1 :

- les constructions nouvelles en faible densité dans les dents creuses ;
- les installations ou constructions, travaux de nature à réduire les effets du risque technologique;
- les ouvrages ou infrastructures strictement nécessaires au fonctionnement des zones d'activités proches qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux à l'exception des antennes émettrices.
- la mise en place de clôtures ;
- les affouillements et les exhaussements liés aux constructions et installations autorisées dans la zone ;

Article II.4.3 : Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants

II.4.3.1 – Dispositions d'urbanisme applicables pour la zone P3

Il n'existe aucun bien ou activité existant actuellement recensé dans la zone P3.

II.4.3.2 – Interdictions valables dans les zones P1, P2, P4, P5 et P6

Toute extension, tout aménagement (avec ou sans changement de destination) d'une construction existante, créant un établissement recevant du public, ou augmentant la capacité d'accueil d'un établissement ou d'une activité ou occasionnant la transformation d'une activité existante en activité sensible.

II.4.3.3 – Autorisations soumises à recommandations pour les zones P1, P2, P4, P5 et P6

Sont autorisés sous les conditions ci-après et faisant l'objet de recommandations définies en annexe :

- la reconstruction à l'identique en cas de destruction par un sinistre d'origine autre que technologique ;
- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions existantes à la date d'approbation du présent PPRT notamment le traitement des façades, la réfection des toitures ;
- les abris, les annexes ;
- l'extension des constructions existantes sans création d'Établissement Recevant du Public sous réserve qu'elles ne conduisent pas à augmenter le nombre de logements ;
- le changement de destination dès lors qu'il ne conduit pas à la création de logement supplémentaire ni d'Établissement Recevant du Public ;

- la mise en place de clôtures ;
- les travaux de démolitions ;
- les modifications d'infrastructures ou d'équipement d'intérêt général existants sous réserve d'une nécessité technique impérative et d'une non-augmentation de la vulnérabilité ;
- les travaux destinés à réduire le risque technologique.

Chapitre II.5 - Dispositions applicables en zone Grise

Article II.5.1 - Définition de la zone

La zone grise correspond à l'enceinte du site clôturée des installations à l'origine des aléas technologiques objet du présent PPRT. Elle est délimitée précisément sur les cartes de zonage réglementaire.

Article II.5.2 - Règlementation de la zone

Les dispositions constructives applicables à la zone rouge « R » sont applicables sous réserve du respect des autres réglementations en vigueur (ICPE, inspection du travail.....).

Sont interdites toute construction, installation et infrastructure non mentionnées dans le présent chapitre à savoir les installations :

- à seule destination d'activité : les constructions nouvelles, les infrastructures nouvelles et les équipements nouveaux **en relation directe** avec les installations à l'origine des aléas et sous réserve du respect des réglementations applicables (essentiellement ICPE, qui prévoit notamment l'interdiction de tout projet conduisant à des effets létaux sur des habitations).
- les installations ou constructions de nature à réduire les effets du risque technologique.

Les interdictions, conditions et prescriptions particulières d'utilisation ou d'exploitation du site sont fixées dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation au titre de la législation des Installations Classées des sociétés SME et ROXEL.

TITRE III - Mesures de protection, de prévention et de sauvegarde

Chapitre III.1 : Mesures sur les projets futurs

Une étude particulière à la charge du maître d'ouvrage du projet déterminera les modalités de conception et de réalisation du projet au regard des objectifs. Les guides et référentiels en vigueur au moment de la réalisation du projet pourront étayer cette étude.

Le maître d'ouvrage fournira dans son dossier de demande de permis de construire une attestation signée d'un bureau d'étude compétent certifiant la prise en compte de ces prescriptions dans le projet.

Les projets autorisés par le règlement sont soumis aux règles de constructions suivantes :

- Les constructions, ouvrages et vitrages doivent résister aux effets :
 - surpression 140 mbar et thermique 8 kW/m² en **R** ;
 - surpression 200 mbar en **B** ;
 - surpression 140 mbar et thermique 5 kW/m² en **bc1** ;
 - surpression 140 mbar en **bc2** ;
 - surpression 50 mbar en **bc3** ;
 - surpression 35 mbar en **bc4** ;
 - surpression 140 mbar en « **P3** » ;
 - surpression 50 mbar en « **P4** » ;
 - surpression 35 mbar en « **P5** » ;
 - surpression 35 mbar en « **P6** » ;

- Pour l'ensemble des zonages exceptés les deux zonages « P1 » et « P2 » , la surface cumulée des parties vitrées ne devra pas excéder 1/6 de la surface au sol du local éclairé.

Chapitre III.2 : Mesures sur les biens et activités existants

Pour les biens et activités existants situés dans des zones soumises à recommandations, les règles constructives proposées sont définies dans la partie « Recommandations ».

Chapitre III.3 : Prescriptions sur les usages

Article III.3.1 Routes

Une signalisation de danger industriel, à destination des usagers, devra être mise en place sur le segment de la RD211 au niveau de ses entrées du périmètre d'exposition aux risques.

Article III.3.2 Transport de Matières Dangereuses

Le stationnement des véhicules de Transport de Matières Dangereuses sur les voies publiques à l'intérieur du périmètre d'exposition au risque est interdit hors zone dédiée.

Article III.3.3 Transports collectifs

La construction ou la délimitation de nouveaux arrêts ou abris de bus devra être étudiée et motivée par le maître d'ouvrage afin de diminuer au maximum l'exposition des personnes au risque.

Article III.3.4 Modes doux (piétons, vélos...)

Une signalisation de danger sera mise en place sur les bandes et pistes cyclables jouxtant la RD 211 à ses entrées du périmètre d'exposition aux risques.

Article III.3.5 Manifestations sportives et culturelles de plein air

Les manifestations sportives et culturelles de plein air ne doivent nécessiter aucun aménagement en dur et doivent rester occasionnels (trois fois par an au plus).

Excepté pour permettre le passage des sportifs dans le cas des manifestations sportives et excepté les manifestations sportives en lien direct avec le terrain de football ou les cours de tennis situés dans le périmètre d'exposition aux risques, les lieux de manifestations ne sont autorisés pas autorisé en dehors de la zone bc4.

Les manifestations sportives et culturelles de plein air font aussi l'objet de recommandations définies dans la partie « Recommandations ».

Les lieux de rassemblement permanents sont interdits.

Les manifestations dans les espaces privés qui ne nécessitent pas de déclaration ne pourront être interdites.

TITRE IV : Mesures foncières

Afin de réduire le risque, à terme par l'éloignement des populations, le PPRT rend possible l'exercice des instruments de maîtrise foncière prévus par le code de l'urbanisme ou le code de l'expropriation :

- Le droit de préemption au titre de l'article L 515-6 du code de l'environnement
- Le droit de délaissement : il ne trouve pas d'application dans le cadre du présent PPRT: **Sans objet.**
- L'expropriation des biens : **sans objet.**

Chapitre IV.1 – Droit de préemption

Si ce n'est pas actuellement le cas, un droit de préemption peut être institué, au titre des articles L 211-1 et suivants du code de l'urbanisme par délibération de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Au titre de l'article L 515-6 du code de l'environnement ce droit peut être institué par délibération sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques délimité par le PPRT sur la carte de zonage réglementaire.

Il confère à la commune le droit d'acquérir un immeuble ou partie d'immeuble, nu ou bâti, ainsi que certains droits immobiliers à un prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation. Ce droit régi par le code de l'urbanisme ne peut s'exercer que si le bien fait l'objet, de la part de son propriétaire, d'une aliénation, volontaire ou non, à titre onéreux (vente, échange, adjudication ...). L'acquisition doit avoir pour finalité de réduire le risque technologique.

Dans toute zone de préemption d'un PPRT, et en dehors de tout secteur de délaissement possible ou d'expropriation, tout propriétaire immobilier peut demander à la personne publique titulaire du droit de préemption d'acquérir son bien dans les conditions prévues par l'article L. 211-5 du code de l'urbanisme. Cette personne publique n'est pas tenue de procéder à cette acquisition.

Le PPRT ayant été approuvé, cette instauration n'est possible que si la commune est dotée d'un POS rendu public ou d'un PLU approuvé (art. L. 211-1 du code de l'urbanisme).

Le propriétaire d'un immeuble situé dans la zone de préemption ainsi instituée :

- peut proposer au titulaire de ce droit l'acquisition de ce bien et le prix qu'il en demande,
- doit, s'il a l'intention de céder son immeuble à titre onéreux (vente, échange, etc...), manifester cette intention par une déclaration à la mairie et préciser le prix et les conditions de l'aliénation projetée.

Dans les deux cas, la commune ou l'EPCI est libre d'exercer ou non ce droit, de manière expresse ou tacite (non réponse dans les deux mois), après consultation du service des domaines, à un prix fixé à l'amiable ou, en l'absence d'accord, par le juge de l'expropriation. Aucune aide financière de l'État ou de l'exploitant des installations à l'origine des aléas n'est prévue pour l'exercice de ce droit.

La décision de préemption doit être expressément motivée au regard des actions ou opérations mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme. Les preneurs, locataires ou occupants de locaux situés dans le bien acquis ne peuvent s'opposer à des travaux sur ces locaux, y compris à leur démolition, moyennant une indemnisation, s'il y a lieu.

Chapitre IV.2 – Devenir des immeubles préemptés

Selon l'article L. 515-20 du code de l'environnement, « *les terrains situés dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques que les communes ou leurs groupements et les établissements publics mentionnés à la dernière phrase du II de l'article L. 515-16 ont acquis par préemption, délaissement ou expropriation peuvent être cédés à prix coûtant aux exploitants des installations à l'origine du risque. L'usage de ces terrains ne doit pas aggraver l'exposition des personnes aux risques* ».

Chapitre IV.3 – Échéancier de mise en œuvre des mesures foncières

La loi prévoit une mise en œuvre progressive (art. L. 515-18 du code de l'environnement) en fonction notamment :

- de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels,
- du rapport entre le coût des mesures envisagées et le gain de sécurité attendu.

Il n'est pas prévu de possibilité de droit à délaissement ou d'expropriation de biens dans le cadre du présent PPRT. **Aucun échéancier n'est donc élaboré.**